

13/12/2018 Discours d'Olivier Faure motion de censure

Monsieur le président,
Monsieur le Premier Ministre,
Mes chers collègues,

La démocratie doit suivre son cours. La démocratie ne se laisse dicter ses règles d'aucun assassin. La République Française ne pliera jamais face à ses ennemis.

Et puisque vous avez décidé de convoquer la séance pour aujourd'hui, nous sommes là.

Mais je le dis comme je le pense, la majorité aurait été bien inspirée d'accepter la demande que nous avons formulée, c'est-à-dire de reporter de quelques jours ce débat.

Pourquoi? Parce que nous parlons alors même que le suspect des attaques de Strasbourg n'a pas encore été localisé et que votre place n'est

pas ici mais avec les forces de l'ordre, avec les élus, avec les Strasbourgeois encore dans l'inquiétude pour leur sécurité.

Pourquoi? Par respect pour celles et ceux qui sont encore entre la vie et la mort,
Par respect pour les victimes et leurs familles endeuillées, celles d'aujourd'hui, mais aussi celles d'hier, pour lesquelles chaque nouveau drame ravive la souffrance.

Respecter les temps, se donner celui de la décence, ce n'est pas un luxe, c'est aussi ce qui permet de vivre ensemble.

Les rites, c'est aussi ce qui forge un peuple.
La vie politique est aussi faite de symboles. Ce report de quelques jours en était un.

Vous avez préféré avoir ce débat aujourd'hui pour mieux le noyer sous la peine de nos concitoyens. **Vous avez fait le choix cynique d'utiliser le drame pour mieux cacher la crise.**

C'est dit. Passons. Puisque c'est le moment que vous avez retenu, nous allons l'utiliser.

Un mouvement est né il y a six semaines sur les réseaux sociaux. Il a pris la forme de gilets jaunes pour donner une visibilité à des citoyens qui ne s'estiment plus représentés dans le débat politique.

Ils ont choisi de s'exprimer, de revendiquer en dehors de tout mouvement, parti ou syndicat. Ils nous ont dit : « *Puisque vous ne nous entendez pas, vous ne nous représentez plus* » !

Ce message chacun ici doit l'entendre.

Face à cette défiance, plusieurs attitudes sont possibles.

La première c'est de chercher à minorer l'importance du mouvement. A compter, rond-point après rond-point, le nombre de manifestants et à négliger le fait que leur force réside dans le soutien massif de l'opinion. À chercher à le disqualifier en moquant le caractère irréaliste de certaines propositions, en dénonçant les contradictions, les listes à la

Prévert, inhérentes à un mouvement sans leader ni structure, en amalgamant l'action violente de certains groupes à la volonté pacifique de l'immense majorité.

La seconde c'est de coller au mouvement, de tenter de le récupérer en le parant de toutes les vertus alors même que le mouvement est divers et ses positions hétérogènes.

La troisième, est celle que nous avons choisie.

Entendre la colère, la comprendre et tenter de lui apporter des réponses.

Ce mouvement qualifié par votre porte-parole de « *ceux qui fument des clopes et qui roulent au diesel* » ne mérite ni arrogance, ni mépris. Ce qu'ils demandent d'abord c'est le respect et la considération d'un Président qui a été élu face à l'extrême-droite et souvent grâce à leurs voix.

Ce mouvement n'est pas un agrégat de gens de « rien », qui ont besoin de pédagogie, qui n'auraient pas bien lu leur fiche de paie, pas bien

compris leur feuille d'impôts.

Ils ont bien vu, bien lu, bien compris, et ils vous renvoient qu'à la peine du quotidien, vous avez ajouté l'injure de l'injustice.

Vos mesures ont dégradé leur pouvoir d'achat et vous avez dilapidé les marges financières acquises par les efforts de tous au profit des 1% les plus riches et plus encore les 0,1% d'ultra riches, grands gagnants de votre jackpot fiscal.

Ils ont observé qu'avec vous ce sont les pauvres qui paient pour les riches. Les retraités pour les actifs. Les habitants des territoires ruraux pour ceux des métropoles.

Vous dites que vous appliquez le programme du président élu. Mais où est passée la promesse d'Emmanuel Macron d'augmenter la CSG sur les revenus du capital? Ça aussi c'était le programme du candidat et vous l'avez oublié !

En revanche ils vous entendent expliquer que l'exonération de la taxe d'habitation s'appliquera

finalement aux 20% de Français les plus aisés, et ça, ça n'était pas dans le programme !

Là où il aurait fallu de l'exemplarité, vous avez conforté des privilèges.

Vous avez miné l'adhésion à l'impôt parce qu'il n'y a plus de rapport entre les prélèvements et les services rendus.

Personne ne manifeste contre la transition énergétique, mais tous refusent qu'au prétexte de lutter contre le réchauffement climatique, vous organisiez un hold-up fiscal.

Les Français qui manifestent ne vous demandent pas moins de services publics, mais ils vous disent que quand il n'y a plus aucun service, ils ne voient pas pourquoi il y aurait plus d'impôts !

Dans un premier temps, les Français vous ont fait confiance. Ils ont laissé passer vos injustices parce que vous leur avez, en échange, promis l'efficacité. Aujourd'hui ils vous rejettent parce

qu'ils ont compris que votre politique n'est ni juste ni efficace.

Ce mouvement vous l'avez traité comme un mouvement catégoriel. Et vous n'avez cessé de l'humilier par des réponses insuffisantes et à contre-temps.

Nous avons assisté en quelques jours à un festival de contradictions.

Votre parole, y compris dans cet hémicycle, a été discréditée.

Votre déclaration à peine votée par votre majorité, vous étiez démenti par l'un de vos ministres prenant ses consignes directement auprès du chef de l'Etat.

Après avoir ignoré, contourné, méprisé tous les corps intermédiaires, vous tentez maintenant de les associer à votre défaite. Mais le mal que vous avez causé est profond.

Des Etats généraux vous ont été proposés par un grand syndicat. Pour notre part nous vous avons fait cette proposition dès avant le 17 novembre. Mais vous avez d'abord fait le pari du pourrissement et d'un retournement de l'opinion effrayée par les casseurs.

Plutôt que d'engager une négociation, vous avez privilégié la dénonciation de la violence. Mais en n'acceptant de bouger que sous sa seule menace, vous avez donné le sentiment paradoxal que seule la violence était de nature à infléchir votre politique.

Vous avez ainsi continué à délégitimer tous les acteurs de notre démocratie.

Au final, alors que vous vous présentez comme les accoucheurs d'un nouveau monde, vous avez repris toutes les recettes que vous dénonciez hier.

La question posée par le mouvement des gilets jaunes est d'abord celle de la justice fiscale, celle de l'inégale répartition des richesses. Mais,

plutôt que de tout mettre sur la table, vous avez fait un choix : celui de lâcher du lest pour protéger les intérêts des grandes fortunes ! C'est ce que vous avez en commun avec Laurent Wauquiez, qui a abandonné son gilet jaune depuis qu'il a compris que la colère n'était pas limitée au prix du carburant.

Et c'est du côté droit de cet hémicycle que vous êtes partis chercher votre inspiration. Nicolas Sarkozy a rentabilisé son rendez-vous, la semaine dernière, à l'Élysée !

Et voilà le retour des heures supplémentaires défiscalisées dont vos propres ministres disaient - c'était avant d'être placés sous hypnose - qu'elles avaient coûté 100 000 emplois en 2011.

Et voilà le retour de la prime de Noël que personne ne saurait condamner mais qui n'est qu'une aumône très aléatoire et qui sert à étouffer le débat nécessaire sur les salaires.

Et parce que le cynisme ne vous étouffe pas, vous vous apprêtez à allumer un second feu pour

faire oublier le premier. Vous reprenez cette idée d'engager un débat qui mêle « *immigration et identité profonde* ». Puisque les riches ne doivent pas être inquiétés derrière leur bouclier fiscal, offrons donc comme bouc-émissaires, les Français d'origine étrangère !

Il y a quelque chose de rassis dans cette façon de faire de la politique.

Vous vous étiez présenté comme un rempart contre le chaos, vous lui ouvrez les portes !

Il y a pourtant une autre voie. Un autre plan.

Un plan qui a pour avantage de ne pas faire payer les heures supplémentaires par les salariés qui n'en font pas, les retraités et les chômeurs.

Un plan qui a pour intérêt de ne pas choisir entre moins d'impôts ou moins de services publics.

Un plan qui ne donne pas de la main gauche pour mieux reprendre de la main droite.

Un plan qui ne sacrifie pas la transition

énergétique.

Un plan qui rende une part de leurs efforts à ces femmes et ces hommes qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser drastiquement depuis la crise financière de 2008.

Un plan à 25 milliards, mobilisables tout de suite. Un plan qui marque une rupture nette et claire.

C'est ce que nous sommes venus vous dire avec Valérie Rabault et Patrick Kanner lorsque nous nous sommes rendus à votre invitation à Matignon il y a 15 jours.

Pour cela, il y a deux décisions à prendre, indolores pour 99% des Français !

Premièrement, revenir sur l'abrogation de l'ISF et la création de la flat tax : 5 milliards !

Deuxièmement, renoncer à la transformation du CICE : 20 milliards d'euros !

Avec 25 milliards vous pouvez en finir avec la

CSG sur les retraités, vous pouvez réindexer les pensions et les prestations sociales sur le coût de la vie.

Avec 25 milliards vous pouvez augmenter la prime d'activité tout en engageant une négociation salariale dans le public et exiger qu'elle ait lieu dans le privé. Faire en sorte que les rattrapages de pouvoir d'achat ne se limitent pas aux salariés au SMIC.

Avec 25 milliards vous pouvez accompagner les Français en leur donnant les moyens d'assumer la transition énergétique,

Avec 25 milliards, vous pouvez adopter une trajectoire de la taxe carbone qui tienne compte des cours du pétrole et qui soit supportable par les Français qui doivent se déplacer avec leur véhicule individuel.

Avec 25 milliards vous pouvez prendre l'engagement de recycler la totalité des gains de la taxe carbone en mesures écologiques, pour élargir le chèque énergie, lui donner une

composante carburant, permettre une rénovation des logements vétustes, véritables passoires énergétiques, investir massivement dans les énergies renouvelables et les transports collectifs.

A ces mesures vous pouvez rajouter la correction des erreurs passées, en conditionnant le CICE à une négociation annuelle. Une négociation qui redonne du grain à moudre au dialogue social, qui redonne de la maîtrise aux salariés sur leur destin. Qui permette de définir, entreprise par entreprise, ce qui doit aller aux salaires, à l'embauche, à l'investissement, au renouvellement de l'appareil productif, à la formation ou à la recherche et l'innovation.

Vous cherchez des idées, nous en avons. Vous voulez réparer l'effet CSG de votre première année de quinquennat? La mise en place du prélèvement à la source permet de fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG et de créer un impôt unique progressif. De corriger notre fiscalité aujourd'hui qui est trop proportionnelle et qui pèse en conséquence davantage sur les

petits revenus.

Vous cherchez d'autres recettes?

Chaque année, 40 % des bénéfices des multinationales sont transférés artificiellement vers des paradis fiscaux et ainsi, 600 milliards de dollars (529,5 milliards d'euros) de base taxable échappent aux Etats. Notre collègue Boris Vallaud vous a proposé au nom de notre groupe un amendement créant un impôt qui permettrait d'imposer les profits des multinationales là où ils les réalisent.

Le Sénat sous la houlette du Président socialiste de la Commission des Finances, Vincent Eblé vient de vous proposer une mesure de lutte contre la fraude à l'arbitrage de dividendes, là encore 1 à 2 milliards de recettes sans ponctionner les Français.

Vous voulez la justice climatique? Pour cela augmentez l'aide au développement. Chacun ici connaît le lien étroit entre la désertification et l'émigration. Revenez en arrière et acceptez de taxer les mouvements spéculatifs intra-

journaliers que vous avez détaxés l'an dernier.

Je conclus.

Les deux moments que traverse notre pays interrogent, dans des registres différents, son unité. Unité face au terrorisme. Unité face au décrochage d'une partie de ses concitoyens.

Nous sommes la France, nous sommes un peuple. Nous sommes ensemble la République.

Ces mots j'y crois comme au premier jour, mais ils sonnent de plus en plus faux aux oreilles de nos concitoyens.

Le défi est transversal. Les Français attendent des mesures concrètes sur leur pouvoir d'achat, c'est exact. Mais ils veulent davantage. Le pouvoir d'achat, c'est un préalable, une condition. Pas une fin.

Le mouvement des gilets jaunes est un appel, C'est une nouvelle alerte. Je n'ose dire la

dernière. Il y en a eu de nombreuses autres. Elles n'ont pas été entendues. Ou insuffisamment. Et nous socialistes en prenons lucidement et humblement notre part.

Aujourd'hui c'est l'unité du pays qui est en jeu : Décrochage des classes moyennes et populaires, sécession par le haut des plus riches, abandon de l'idée de biens communs. Le lien s'est rompu. Il y a toujours des premiers, il y a toujours des derniers, mais il n'y a plus de cordée.

L'urgence c'est un projet commun. Il ne s'agit plus simplement de vanter les qualités du « vivre ensemble ». Il faut FAIRE ensemble !

Faire ensemble pour plus de justice sociale
Faire ensemble contre le réchauffement climatique
Faire ensemble une nouvelle révolution démocratique

Monsieur le Premier Ministre, la maison brûle, mais le président regarde ailleurs.

L'heure est venue de changer de cap.

Pour toutes ces raisons nous voterons la censure.